



HAL
open science

Ceuta–Bab Sebta (Espagne–Maroc), le SARS-Cov-2 comme accélérateur de la reconfiguration frontalière

David Goeury

► **To cite this version:**

David Goeury. Ceuta–Bab Sebta (Espagne–Maroc), le SARS-Cov-2 comme accélérateur de la reconfiguration frontalière. *Borders in Globalization Review*, 2020, 2 (1), pp.50 - 53. 10.18357/bigr21202019862 . hal-03083569

HAL Id: hal-03083569

<https://hal.science/hal-03083569>

Submitted on 19 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ESSAY
(FRENCH)

SPECIAL ISSUE

Borders in Globalization Review
Volume 2, Issue 1 (Fall/Winter 2020): 50-53
<https://doi.org/10.18357/bigr21202019862>

Ceuta-Bab Sebta (Espagne-Maroc), le SARS-Cov-2 comme accélérateur de la reconfiguration frontalière

David Goeury *

La frontière Ceuta-Bab Sebta est un point de tension récurrent entre les autorités marocaines et espagnoles. Cette enclave espagnole en Afrique est devenue l'un des points d'entrée des migrations clandestines en Europe mais aussi d'un commerce atypique au Maroc. La crise du SARS-CoV-2 a constitué une opportunité pour les autorités marocaines pour mettre fin au commerce atypique aux dépens des trans-frontaliers marocains.

Introduction

La frontière Ceuta-Maroc fait partie des frontières emblématiques des rapports de pouvoirs entre pays à revenus élevés et pays à revenus faibles (Ferrer Gallardo, 2007; Saddiki, 2012; Gabrielli, 2015, Soto Bermant, 2015; Fuentes Lara 2016). Ancienne tête de pont de la colonisation européenne en Afrique depuis 1415, Ceuta est, avec Melilla, l'une des deux seules communes européennes sur le continent africain (Ferrer Gallardo, 2007). A la signature de la convention Schengen par l'Espagne en 1991, les autorités européennes considèrent les deux enclaves comme des points faibles du dispositif frontalier européen. Les deux cités entrent dans un processus de frontiérisation, soit un renforcement des dispositifs de filtrage. Ceuta est alors clôturée de plusieurs barrières grillagées (Gabrielli, 2015; Saddiki, 2017). Les derniers travaux en cours en 2020 ont permis de rehausser la clôture à une hauteur de 10 mètres et de remplacer les barbelés par des tubes pivotants anti-escalade (Yabiladi, 16 août 2020). Malgré la médiatisation des assauts collectifs de la barrière comme celui d'août 2019, cette modalité de franchissement clandestin est très minoritaire représentant moins de 15% des passages, 343 en 2019, contre 606 par voie maritime et 1361 par le poste de frontière terrestre de Tarajal.

Or, pour le Maroc, cette frontière est surtout le point d'entrée d'un commerce atypique de biens de consommation non taxés, transportés à pied par des milliers de Marocains autorisés par les autorités de Ceuta à travailler dans l'enclave du fait des liens historiques la liant aux villes de Fnideq et Tétouan (Fuentes Lara 2016, 2017). Outre les pertes fiscales (Bentaouzer, 2019), ce commerce prend la forme d'une violente exploitation de femmes porteuses largement dénoncée (Fuentes Lara, 2016, 2017; Krichker, 2020). De ce fait, depuis 2018, les autorités marocaines souhaitent mettre fin à cette situation considérée comme intolérable (Mousjid, 2019).

Dans ce contexte, la crise Covid-19 a inversé l'agenda politique faisant passer la question des franchissements clandestins derrière celle de la volonté du Maroc de mettre un terme au commerce atypique lié au statut de ville franche de Ceuta. Les autorités marocaines instrumentalisent donc l'argument sanitaire pour fermer la frontière à toute circulation et ainsi disposer du temps nécessaire pour organiser une alternative économique au commerce atypique. Cependant, cette volonté de fermeture se traduit par la précarisation accrue des transfrontaliers marocains.

* **David Goeury**, PhD Geography, Médiations. Sciences des lieux, sciences des liens. Sorbonne Université, Paris, France.
david.goeury@gmail.com

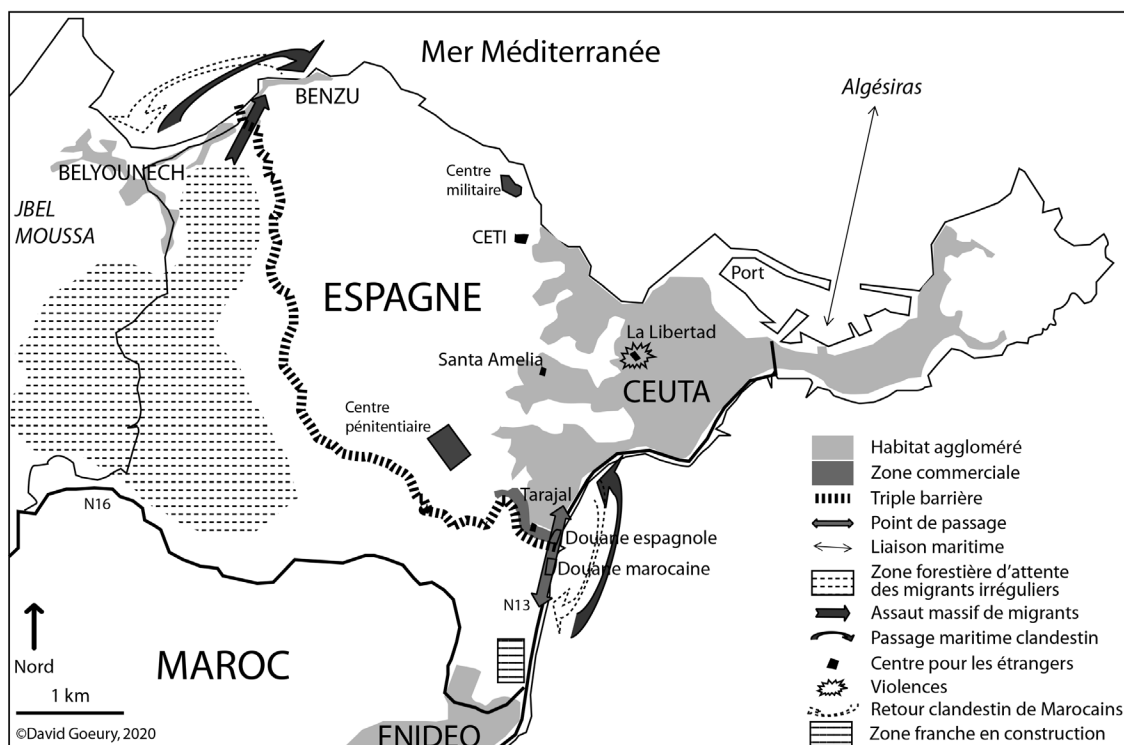
Tensions croissantes autour du commerce atypique

L'Espagne a maintenu à Ceuta et Melilla un statut d'exception de villes franches accordé en 1863. Il a permis aux deux présides de développer un important commerce atypique avec le Maroc du fait de privilèges fiscaux (une très faible TVA qui oscille entre 0,5 % et 10 %) et en autorisant les Marocains résidents dans les communes limitrophes anciennement sous autorité espagnole (Fnideq et Tétouan d'une part et Nador d'autre part) à passer la frontière sur simple présentation de leur carte nationale marocaine (Buoli, 2014). Ainsi, même si l'Espagne intègre la communauté européenne en 1986, les deux villes ne font pas partie de l'union douanière européenne. Leur frontière avec le Maroc est donc hispano-marocaine (Gabrielli, 2015). A Ceuta, en 2019, 30.000 personnes franchissaient la frontière chaque jour dont 20.000 marocains. 8.500 auraient une activité économique dans la ville avec seulement 1314 inscrits à la sécurité sociale espagnole principalement des employés de maison. Plusieurs milliers se livraient au transport de marchandises à pied entre les entrepôts de Tarajal à Ceuta et la station de taxi de Bab Sebta au Maroc (Buoli, 2014; Fuentes Lara, 2016, 2017). Depuis 2018, le point de passage de Tarajal II est au cœur de fortes tensions entre le Maroc et l'Espagne suite au décès en 2017 de plusieurs femmes porteuses de marchandises. Entre Tétouan, M'diq et Fnideq, près de 15.000 femmes venaient s'approvisionner dans les entrepôts de Ceuta puis transportaient sur leur dos plusieurs dizaines de kilos de marchandises non taxées jusqu'à Bab Sebta au profit de grossistes approvisionnant tout

le nord du Maroc (Buoli, 2014; Fuentes Lara, 2016, 2017). Les Espagnols souhaitent réorganiser le poste-frontière tandis que le gouvernement marocain souhaite réguler ce commerce estimé à plusieurs centaines de millions d'Euros de chiffre d'affaires. En 2018, le passage est limité à 4000 personnes par jour à Ceuta auquel s'ajoute une limitation du nombre de jours ouvrés. Ainsi, 307.000 porteurs ont traversé la frontière sur 133 jours mais deux femmes sont mortes sur le trajet. En 2019, une mission parlementaire marocaine se saisit de la question et recommande une réforme profonde du système avec le soutien des douanes marocaines (Cembrero, 2019). Le 29 juillet, la frontière est fermée au passage à pied avant de rouvrir le 3 septembre. Cependant deux décès successifs suite à des chutes dans la file d'attente nocturne amènent les autorités espagnoles à fermer le passage aux piétons le 9 octobre (Yabiladi, 2019). Depuis, le transport de marchandises à pied est suspendu malgré plusieurs passages en force, comme le 14 novembre où 200 porteurs s'élancent avec leur chargement. La réaction des autorités marocaines est de plus en plus drastique interdisant la sortie du territoire marocain à toute personne ne disposant pas de visa ou de contrat de travail à Ceuta mais aussi en interdisant l'entrée de toute marchandise depuis Ceuta.

Fermeture et hébergement d'urgence de centaines de Marocains à Ceuta

La crise du Sars-CoV-2 joue alors un rôle d'accélérateur dans la redéfinition des relations frontalières. Après un échange entre les deux rois du Maroc et d'Espagne,



les frontières aériennes et maritimes entre les deux pays sont fermées le jeudi 12 mars 2020. Les frontières entre les deux enclaves sont fermées vendredi 13 mars à 6h00 du matin. Bab Sebta n'est ouverte que sous pression de l'Union européenne le 22 mars pour permettre le rapatriement des touristes disposant de campings cars avant d'être refermée le 23 mars par les autorités espagnoles devant les multiples réactions à cette circulation exceptionnelle alors que les habitants de Ceuta ne peuvent franchir la frontière.

La rapidité de la décision surprend de nombreux Marocains dans l'enclave tandis que certains transfrontaliers préfèrent rester à Ceuta de peur de perdre leur emploi. 300 travailleurs marocains sont désinscrits en avril de la sécurité sociale pour abandon de poste selon la CGT de Ceuta. Un accueil d'urgence doit être organisé. Plusieurs centaines de Marocains bloqués trouvent refuge chez des proches ou dans des logements mis à disposition par les habitants de Ceuta mais près d'une centaine se retrouvent à la rue et s'installent sur l'esplanade de Chorrillo où ils reçoivent l'aide de la Croix rouge de Ceuta et de l'association Luna Blanca (association caritative musulmane).

Ceuta dispose de deux centres d'accueil spécialisés, un pour les migrants irréguliers, l'autre pour les mineurs non accompagnés. Or ces deux structures sont déjà à saturation, le CETI (Centro de Estancia Temporal de Immigrantes - Centre de séjour temporaire des immigrés) accueille 637 étrangers pour seulement 520 places. Par ailleurs, 491 mineurs non accompagnés sont présents dans l'enclave pour 295 places au centre « La Esperanza ». Le 19 mars, la décision de confinement oblige à la mise en place de deux centres d'accueil d'urgence dans deux salles omnisports « La Libertad » pour les adultes et « Santa Amelia » pour les mineurs. Ils accueillent une centaine de personnes chacun. L'hébergement collectif d'urgence s'avère très rapidement inadéquat car regroupant des profils de jeunes hommes souvent consommateurs de drogues et au comportement imprévisible parfois violent. « La Libertad » est le lieu de nombreuses bagarres obligeant à des interventions des forces de l'ordre. Par ailleurs, ces centres d'hébergement d'urgence sont vus comme des lieux préparant un retour vers le Maroc, or plusieurs dizaines de jeunes souhaitent émigrer et rejoindre le continent européen. Ils s'enfuient régulièrement et préfèrent se cacher dans l'enclave obligeant les autorités à les rechercher. Le 17 mai alors que la rumeur d'un rapatriement se confirme, 30 jeunes quittent le centre La Libertad dans la nuit.

Entre rapatriements et retours clandestins au Maroc : des flux inversés

Les autorités marocaines tardent à organiser un rapatriement du fait de la complexité des statuts juridiques entre les Marocains disposant d'un visa touristique, les Marocains disposant d'un contrat de travail, les Marocains entrés

avec une simple carte nationale, les Marocains entrés illégalement, les Marocains résidents en Espagne souhaitant rentrer au Maroc. Elles ont peur que les enclaves de Ceuta et Melilla deviennent des points de passage privilégiés par les MRE d'Europe (Marocains résidant à l'étranger) et devoir faire face à un afflux de milliers de personnes sans possibilité de développer un contrôle approprié du fait de la vétusté des postes-frontières. Le décès dans la nuit du 14 mai d'une ressortissante marocaine dans la rue à Melilla accélère le processus. Les autorités marocaines décident d'organiser un rapatriement sanitaire depuis Melilla le 15 mai (Bladi.net, 2020). Mais les conflits sur les listes entre les autorités marocaines et les présides entraînent la suspension des rapatriements durant une semaine. A Ceuta, le 22 mai, 304 marocains sont autorisés à rentrer au Maroc tandis que plus de 150 déclarent avoir été oubliés et s'agglutinent à la frontière. Les autorités négocient et mobilisent les ONG pour organiser un transfert complémentaire le lendemain d'une centaine de personnes (Echarri et Leon 2020).

Or, ces rapatriements ne clôturent par le phénomène. D'une part, certaines travailleuses transfrontalières préfèrent rester à Ceuta plutôt que de perdre leurs revenus misant sur un retour à la normal en juin ou en juillet. Avec les prolongations successives de l'état d'urgence au Maroc, elles demandent alors, au mois de juillet, à pouvoir rentrer au Maroc notamment à l'approche de la fête de l'Aïd el Adha. D'autre part, des Marocains résidents en Europe rejoignent l'enclave espérant pouvoir franchir plus facilement la frontière et surtout à moindre coût comme les ouvriers résidant en Andalousie. A partir du mois de juillet, ils sont plusieurs dizaines à rejoindre l'enclave parfois en voiture espérant que la frontière s'ouvre au 10 juillet avec la fin possible de l'état d'urgence. Enfin, il faut ajouter la dérive accidentelle des petites embarcations de pêcheurs marocains. Habituellement, elles étaient immédiatement redirigées vers les eaux territoriales marocaines mais du fait des mesures spécifiques liées au coronavirus, elles sont désormais bloquées dans l'enclave.

Les autorités de Ceuta se retrouvent obligées de maintenir les centres d'accueil dédiés aux Marocains. Cependant, devant les tensions récurrentes à « La Libertad » et les plaintes des habitants du quartier de Varela-Valiño, elles décident de transférer le 5 juin le centre pour adultes dans un entrepôt spécialement réaménagé de la zone commerciale de Tarajal, à l'écart des habitations. Le nouveau centre vient donc compléter la géographie périphérique des centres d'hébergement de migrants à Ceuta. Ce basculement apparaît comme emblématique de la situation de Ceuta : les Marocains sont placés à proximité immédiate du poste frontalier dans la zone commerciale dédiée normalement au commerce atypique.

Dans ce contexte, les autorités assistent à un phénomène inédit de tentatives de traversée clandestine de Ceuta vers le Maroc. Ce phénomène commence

dès le mois de mars, devant le blocage de la frontière, des Marocains venus faire des achats à Ceuta décident de rentrer au Maroc clandestinement (Heurteloup, 2020). Pour cela, ils privilégient le passage par mer. Ils s'élancent depuis la plage de Tarajal qui longe le poste frontière en déjouant la surveillance espagnole avant de contourner le brise lame à la nage. Les tentatives s'enchaînent. En juin, avec la fin du confinement et l'ouverture des plages, ces hommes se glissent parmi les baigneurs puis courent vers le Maroc sous les acclamations des habitants. D'autres organisent des exfiltrations en jet-ski depuis les récifs du village de Benzu pour se faire déposer à Belyounech en moins de 90 secondes, ne laissant aucunement le temps de réagir aux différentes forces de sécurité. Le 26 août, ce sont des femmes qui ont traversé le brise lame de Tarajal.

Conclusion : Des transformations durables : la fin du commerce atypique ?

La traversée clandestine apparaît donc comme l'unique modalité de traversée de la frontière toujours fermée en septembre 2020 malgré les manifestations des travailleurs marocains transfrontaliers. Les deux enclaves ont été exclues de l'ouverture partielle exceptionnelle organisée à partir du 15 juillet. Les autorités marocaines ne souhaitent pas faire face à un afflux de MRE sans avoir la possibilité de les dépister au préalable. Par conséquent, seules les lignes maritimes longue distance ont été autorisées (Tanger-Sète, Tanger-Gênes, Sète-Nador et Gênes-Nador) et le transport aérien via des vols exceptionnels. Par ailleurs, le gouvernement marocain souhaite disposer de temps pour construire une frontière intelligente afin d'accélérer le temps de passage via des processus de reconnaissance assistée par ordinateur. Parallèlement, il a lancé la construction d'une zone franche, baptisée zone d'activités économiques de Fnideq. Elle doit ouvrir au printemps 2021 en accueillant 251 entrepôts dont 30% sont réservés aux entrepreneurs de Ceuta désormais invités à localiser leur activité au Maroc. A l'horizon 2022, elle devrait supplanter Ceuta et assurer la création de 9000 emplois. Le coronavirus apparaît donc comme une opportunité pour le Maroc de réaffirmer son autorité sur cette frontière terrestre même si durant la phase transitoire le coût humain et social pour les transfrontaliers marocains est particulièrement élevé.

En revanche, la crise sanitaire liée au Coronavirus n'a suspendu que temporairement les migrations clandestines du Maroc vers l'enclave de Ceuta, ces dernières reprennent progressivement au cours de l'été 2020 par voie maritime. Fin août, les autorités ouvrent l'ancien hôpital de la Croix-Rouge pour disposer d'un lieu où imposer une quatorzaine aux migrants clandestins de plus en plus nombreux.

Bibliographie

Bentaouzer, Othmane. 2019. Sebta et Melilla: au moins 10 MMDH de contrebande déversée au Maroc chaque année, Médias24, le 02 décembre 2019.

- Bladi.net, 2020, Bloquée à Melilla, une Marocaine de 34 ans retrouvée morte, le 16 mai 2020. <https://www.bladi.net/marocaine-morte-melilla,68977.html>
- Buoli, Alice. 2014. Beyond the border: exploring cross-scalar socio-spatial dynamics of conflict, resistance and encounter at the Ceuta-Morocco borderscapes, *Regional Studies, Regional Science* 1(1): 301-309. <https://doi.org/10.1080/21681376.2014.977941>
- Cembrero, Ignacio. 2019. Le Maroc à l'assaut de Ceuta et Mellila, *Orient XXI*, 16 août 2019. <https://orientxxi.info/magazine/le-maroc-a-l-assaut-de-ceuta-et-mellila,3236>
- Echarri, Carmen, León, Juan. 2020. 70 días atrapados: adiós Ceuta, bienvenidos a Marruecos, *El Faro de Ceuta*, le 22 mai 2020. <https://elfarodeceuta.es/atrapados-adios-ceuta-bienvenidos-marruecos/>
- Ferrer Gallardo, Xavier. 2007. Border acrobatics between the European Union and Africa: The management of sealed-off permeability on the borders of Ceuta and Melilla, in Brunet-Jailly Emmanuel, *Borderlands. Comparing Border Security in North America and Europe*, University of Ottawa Press. 75-93. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt1ckpchg.8>
- Fuentes Lara, Cristina. 2016. El comercio "atípico" en la frontera ceutí. El caso de las porteadoras. [The "atypical" trade on the Ceuta border. The case of porters.], *Revista Internacional de Estudios Migratorios* 6: 84-107. <https://doi.org/10.25115/riem.v6i1.416>
- Fuentes Lara, Cristina. 2017. 'Carrier' women: A Grounded Theory approach. *Revista Internacional de Estudios Migratorios* 7: 153-175. <https://doi.org/10.25115/riem.v7i3.1961>
- Heurteloup, Mehdi. 2020. Coronavirus : depuis Sebta, quatre jeunes marocains rentrent au pays... à la nage, *Le 360*, le 24 mars 2020.
- Lorenzo Gabrielli, Lorenzo. 2015. « Récurrence de la crise frontalière: l'exception permanente en Espagne », *Cultures & Conflits (automne/hiver)*: 99-100. <https://doi.org/10.4000/conflits.19091>
- Krichker Dina. 2020. They carry the border on their backs: Atypical commerce and bodies' policing in Barrio Chino, Melilla. *Area*, 52: 196-203. <https://doi.org/10.1111/area.12569>
- Mousjid, Bilal. 2019. A Bab Sebta, la lutte contre la contrebande prend une nouvelle tournure, *Médias24*, 27 novembre 2019.
- Saddiki, Said. 2012. Les clôtures de Ceuta et de Melilla: une frontière européenne multidimensionnelle, *Études internationales* 43(1): 49-65. <https://doi.org/10.7202/1009139ar>
- Saddiki, Said. 2017. The Fences of Ceuta and Melilla In: *World of Walls: The Structure, Roles and Effectiveness of Separation Barriers* [en ligne]. Cambridge: Open Book Publishers, 2017. <http://books.openedition.org/obp/4562>
- Soto Bermant, Laia. 2015. The Myth of Resistance: Rethinking the "Informal" Economy in a Mediterranean Border Enclave, *Journal of Borderlands Studies*, 30(2). <https://doi.org/10.1080/08865655.2015.1046993>
- Yabiladi. 2019. Ceuta: Décès d'un porteur de marchandises âgé de 20 ans, le 7 octobre 2019. <https://www.yabiladi.com/articles/details/84097/ceuta-deces-d-un-porteur-marchandises.html>
- Yabiladi. 2020. La nouvelle clôture de Ceuta et Melilla sera plus élevée que celle des États-Unis, le 16 août 2020. <https://www.yabiladi.com/articles/details/97775/nouvelle-cloture-ceuta-melilla-sera.html>